

Comité de solidarité et de suivi de la crise que traverse le Burundi.

Appel pour un large rassemblement afin de Sortir le Burundi de la crise actuelle

A l'attention des acteurs politiques et aux leaders de la société civile au Burundi

Mesdames, Messieurs,

Nous accueillons avec soulagement et admiration la prise de position que vient de prendre Mr. Gervais RUFYIKIRI Vice-Président du Burundi.

Nous saluons ce sursaut auquel s'est déjà rallié la majorité des cadres du CNDD-FDD, ainsi que des autres partis politiques de l'opposition, des Ministres, des hauts cadres du gouvernement burundais et du haut commandement militaire burundais.

Nous restons conscients que la sortie de cette crise va exiger que chacun fasse un effort particulier pour regarder par-delà le quotidien, pour croire en l'avenir, un avenir rassurant, stable et propice à un épanouissement de chacune et chacun des enfants du Burundi.

Le refus de l'étouffement de la parole de vérité et de prise de position au sein du CNDD-FDD constitue un pas énorme vers la consolidation du mouvement citoyen qui doit libérer le Burundi de l'imminence d'un chaos qu'incarne Mr. Nkurunziza.

Nous profitons de cette occasion pour refaire un appel vibrant et encourager tous ceux qui hésitent encore, que ce soit au sein du gouvernement ou des corps de défense et de sécurité à rallier le mouvement en se désolidarisant avec Nkurunziza et ses inconditionnels.

Pour notre part, **le comité de solidarité et de suivi de la crise burundaise, exprime son soutien total à ce mouvement de sursaut patriotique et national. Cela requière de beaucoup de courage, de détermination et une réelle volonté de compromis pour l'intérêt général du Burundi et de l'ensemble de la sous-région.**

Nous sommes conscients de la persistance d'un petit groupe qui continue à soutenir Nkurunziza dans sa course vers le chaos.

Nous appelons tous les leaders et dirigeants burundais à ne pas céder à l'abattement, à ne pas se laisser décourager de quelque manière que ce soit. Il ne faudra surtout pas céder à la manipulation criminelle que le pouvoir Nkurunziza continue de développer.

Au contraire, **il faut se relever, se constituer en un front commun, solide et uni pour exiger un retour rapide à la légalité constitutionnelle.**

Le comité de solidarité et de suivi de la crise burundaise réitère les exigences ci-après:

1. Rejet unanime de la candidature illégale de Mr. Pierre Nkurunziza

Toute forme d'ambiguïté et d'imprécision concourent à semer la confusion. Il est indispensable que la cause de cette crise soit nommée sans ambiguïté à savoir: **L'inconstitutionnalité de la candidature de Mr. Nkurunziza pour un 3^{ème} mandat.**

Le respect de la constitution et des accords d'Arusha doit être affirmé et réaffirmé avec force. C'est pourquoi le troisième mandat illégal de Mr. Nkurunziza est inacceptable et constitue la ligne rouge à ne pas dépasser par tous les partis politiques et toutes les organisations de la société civile épris d'esprit démocratique, de paix et de liberté.

Pour cette première exigence, le comité de solidarité et de suivi de la crise burundaise, accueille avec satisfaction la lettre que Mr. Gervais RUFYIKIRI vient d'adresser à Nkurunziza et au monde.

2. Arrêt immédiat des massacres et autres exactions

- Au vue des derniers développements et particulièrement, suite à la prise de position du Vice-Président burundais, qui est aussi celle du Président de l'assemblée Nationale Mr. Pie NTAVYOHANYUMA.
- Désormais, **il incombe à l'ensemble des pays et des institutions internationales dépositaires des accords d'Arusha de se réunir sans délais en vue de constater que Mr. Nkurunziza n'est plus en capacité d'incarner la souveraineté du Burundi pour s'être rendu coupable de viol des accords d'Arusha et que par conséquent, il doit en tirer toutes les conséquences qui s'imposent.**
- Une assistance militaire est indispensable et urgente pour un période d'environ 24 mois. Sa composition et son organisation sont à définir par les instances habilitées.

3. Voie de sortie de la crise actuelle.

Il est évidant que dans l'immédiat, la tenue des élections au Burundi n'est ni crédible ni réaliste. Nous exigeons que des conditions minimales soient instaurées afin que ces élections soient démocratiquement crédibles et équitables. Pour l'essentiel, il s'agit de:

- **Le retour au calme, (ceci passe par le retrait de la candidature de Mr. Nkurunziza).**
- **La réouverture des radios et télévisions privées et rétablissement de la liberté de presse et des médias.**
- **La libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion.**
- **Désarmement des milices.**
- **Retour des réfugiés qui sont actuellement massés dans les pays voisins.**
- **Retour sécurisé des leaders politiques en exil.**
- **La mise en place d'un gouvernement de transition sans Nkurunziza.**

4. Nécessité d'une large concertation entre leaders politiques et la société civile

Le comité de solidarité et de suivi de la crise burundaise :

- **Réaffirme que le retour à la stabilité politique du Burundi passera inévitablement par une transition négociée, afin de permettre l'organisation des élections libres, inclusives, transparentes et démocratiques.**
- Recommande à tous les leaders des partis politiques et de la société civile de se concerter sans délais ; de surmonter toute propension à la course en solo ou au positionnement individuel.
- Insiste pour que toute démarche mette en avant l'impérieuse nécessité de trouver une solution, non pas pour des individus mais pour une nation commune et apaisée.
 - **Une période de transition doit être convenue. Le comité de solidarité et de suivi de la crise burundaise propose un délai de 12 mois vu les défis énormes et préalables à réaliser pour préparer des élections crédibles.**
 - **La crise concerne les Burundais, toute solution doit émaner des Burundais eux-mêmes avec l'assistance de la communauté internationale.**

En attendant, le comité de solidarité et de suivi de la crise en cours au Burundi vous demande :

- De rester unis, et de refuser toutes tentatives d'opposer les Burundais les uns contre les autres.
- D'avoir comme seul repère l'intérêt supérieur du peuple burundais en écoutant les appels à la raison tel qu'exprimés par les acteurs multiples, les Eglises du Burundi en général et l'Eglise Catholique en particulier.
- De rester solidaires avec l'ensemble de la population qui exige de chacun l'exemplarité et la diligence.

Enfin le comité de solidarité et de suivi de la crise en cours au Burundi rappelle aux acteurs politiques qui sont encore dans l'ambiguïté, que l'ensemble de la population burundaise attend de vous la dignité des « Bashingantahe », aux côtés de votre population pour exiger un retour à la légalité et à l'éthique démocratique.

- **Nous vous demandons de faire montre de ferme solidarité avec votre peuple pour exiger la dignité et arrêter cette course déshonorante.**
- **Nous vous demandons de suivre l'exemple des autres leaders politiques et de vous retirer sans délais de cette campagne qui ne rime à rien.**

En attendant, le comité de solidarité et de suivi de la crise en cours au Burundi, réaffirme sa disponibilité à apporter sa contribution pour une sortie rapide de cette crise que traverse le Burundi.

Pour le Comité de Solidarité et de suivi de la Crise que traverse le
Burundi.

Fait à Bruxelles, le 26 juin 2015
Mamès Bansubiyeko
Coordinateur